

L'Eurasie, clef de voûte de la politique étrangère de Vladimir Poutine

**Quentin ALBERT
Rémy SABATHIÉ**

Sommaire :

Introduction : l'Ukraine, symbole de la réaffirmation des ambitions géopolitiques russes

I – L'homme du Kremlin

II – La Russie d'aujourd'hui, l'idéologie au service de la diplomatie

III – De l'Atlantique à l'Oural, un même continent ?

Conclusion : la Russie à la recherche de nouveaux partenaires stratégiques



Les Yeux du Monde.fr

« Celui qui veut restaurer l'Union soviétique n'a pas de tête. Celui qui ne la regrette pas n'a pas de cœur », Vladimir Poutine.

Introduction : l'Ukraine, symbole de la réaffirmation des ambitions géopolitiques russes

La crise ukrainienne est un véritable symbole de la nouvelle Russie. Elle reflète tel un miroir le revers de la médaille de la restauration de l'*imperium* russe et l'émergence d'une idéologie patriotique qui tend désormais vers un civilisationnisme comme le révèle le slogan scandé par les séparatistes prorusses dans l'Ukraine orientale : « Novorossia ». L'Ukraine démontre la ténacité des vestiges des antagonismes de la Guerre froide entre l'Occident et la Russie. Le déchirement actuel de l'Ukraine résulte du tiraillement de la Russie qui souhaite recouvrir sa zone d'influence d'antan. Elle entre, presque malgré elle, en opposition avec une Europe décevante, jugée trop atlantiste par Moscou. Elle s'érige fermement contre les États-Unis qui poursuivent leur politique de refoulement de l'ours russe et leur avancée hégémonique par l'intermédiaire de l'élargissement de l'OTAN sur les marges de la Russie. La récupération de la Crimée par la Russie, coup de maître du géostratège Poutine, est la preuve territoriale que le Kremlin entend désormais défendre farouchement ses intérêts et faire entendre sa voix sur la scène internationale. L'Ukraine, c'est aussi le point de fracture du projet d'Union eurasiatique, pilier central du troisième mandat de Vladimir Poutine. Le

président russe, personnage aussi charismatique que controversé, brandit simultanément les bannières de l'eurasisme et des pays émergents en s'inscrivant résolument dans un monde multipolaire. Autoproclamé défenseur des populations russophones du monde entier, Vladimir Poutine est à la fois diabolisé à l'excès par la presse occidentale et largement soutenu par son peuple. Pierre angulaire de la politique étrangère russe, il porte les aspirations géopolitiques ascendantes de la nouvelle Russie qu'il a contribué, plus que tout autre, à faire renaître. En définitive, la figure de Vladimir Poutine amène à une réflexion d'envergure, à la fois sur la Russie d'aujourd'hui mais également sur le concept central d'Eurasie, véritable clef de voûte de la politique étrangère du Kremlin.

L'Homme du Kremlin

Poutine, « l'homo sovieticus »

Vladimir Poutine est né et a grandi en URSS. Il a été formé par le système d'éducation soviétique puis formaté au sein des services de renseignement : le KGB. Comme l'affirme François Bujon de l'Estang, ancien ambassadeur de France, Poutine est un « pur produit du système soviétique (...) un *homo sovieticus* ». Toutefois, ce n'est qu'après l'effondrement de l'Union soviétique que Poutine entame une fulgurante ascension politique. Cette éclosion politique tardive crée un décalage entre d'une part, l'homme Poutine, son schéma cognitif hérité du soviétisme et façonné par les méthodes et l'idéologie du KGB, et d'autre part, une nouvelle époque, un monde postsoviétique

transformé. Ce fossé entre l'*homo sovieticus* et le monde global qui a succédé à la bipolarité n'a été que partiellement comblé. A subsisté une vision réactionnaire teintée de néo-conservatisme russe et empreinte du regret d'un âge d'or perdu. C'est pourquoi Vladimir Poutine affirme en 2005 : « La désintégration de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique du XX^{ème} siècle ». En revanche, Poutine ne cherche ni à rétablir l'empire soviétique tel quel ni à s'élever au rang de nouveau tsar de toutes les Russies. Le souhait qui anime sa politique tant interne qu'externe consiste en la réanimation sous une nouvelle forme de la puissance russe, hélas perdue dans les ténèbres d'un passé révolu.

Le parcours personnel de Vladimir Poutine en tant que KGBiste ainsi que dans l'élite politique de la mairie de Saint-Petersbourg est déterminant dans le processus de reconstruction de l'État central russe. Alors que Boris Eltsine puisait dans le réservoir russe d'oligarques et de technocrates souvent occidentalistes pour diriger le pays, Vladimir Poutine considère les *siloviki* – agents issus des ministères de force et d'ordre comme l'Intérieur, la Défense et le FSB (ex-KGB) – majoritairement slavophiles comme étant la seule élite légitime et capable de défendre les intérêts de la Russie.

Après la période de reflux de la Russie dans tous les secteurs – économique, politique, diplomatique et militaire – Poutine organise, en stratège, le retour de la Russie en opérant une refonte de la puissance interne et externe russe.

Poutine, le stratège

L'accélération de l'effondrement de l'URSS a lieu entre le 9 novembre 1989 (chute du Mur de Berlin) et le 26 décembre 1991 (dissolution de l'Union soviétique). Les deux décennies suivantes sont radicalement dissemblables. En Russie, les années 1990 demeurent dans les mémoires comme une période de souffrance sociale, de déchéance politique et économique et d'effacement diplomatique. L'administration Eltsine, considérée comme le fossoyeur de la Russie pour lui avoir infligée la « thérapie de choc » – transition brutale du communisme au capitalisme ultralibéral en 500 jours – en est responsable, quoique largement influencée voire guidée par les conseillers occidentaux et surtout américains. À l'inverse, les années 2000 des deux premiers mandats de Vladimir Poutine constituent une décennie de redressement et de réparation des dégâts causés par la chute de l'URSS et les errements du gouvernement d'Eltsine.

Un trio de conditions favorise le retour de la Russie. Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, le gouvernement obtient la majorité au Parlement ce qui permet à Poutine, alors Président du gouvernement russe, d'engager des réformes structurelles. Dans le même temps, on assiste à la flambée du prix des matières premières (pétrole, gaz, minerais) dont la Russie est une grande exportatrice. La manne financière qui en résulte soutient l'effort d'assainissement de l'économie russe, entrepris par le nouveau président de la

Russie Unie, élu en 2000. Enfin, le système poutinien complète ce trident gagnant en assurant le contrôle politique et la stabilité sociale.

Fondé sur la réappropriation des pouvoirs russes par les *siloviki*, le système mis en place par Vladimir Poutine dès le début du XXI^{ème} siècle repose sur une stratégie quadripartite : emprise sur les médias, contrôle des ressources énergétiques et minières, relance des investissements dans l'industrie militaire et rétablissement de la « verticale du pouvoir » (renforcement de la centralisation étatique). La « démocratie administrée »¹ qui en résulte bénéficie du rétablissement de l'État, du rehaussement du niveau de vie de la société russe et d'une stabilité politique, des facteurs propices à la rentrée de la Russie sur la scène internationale.

La remontée à la surface de la Fédération de Russie sur le plan international et sa réaffirmation en tant qu'acteur majeur de l'échiquier mondial après des années d'effacement face à l'hyperpuissance américaine se sont faites à pas de loup. C'est en effet en reconstruisant l'image d'un partenaire fiable, soucieux du développement économique et de l'essor des échanges commerciaux (principalement les fournitures énergétiques) que la Russie a réussi sa réinsertion dans le monde global. Poutine joue sur deux tableaux : il lutte contre le terrorisme avec la majorité de la communauté

¹ Expression de Viatcheslav Avioutskii, docteur en géopolitique, spécialiste de la Russie et professeur permanent de l'École des Dirigeants et Créateurs d'entreprise

internationale mais il cherche également à déstabiliser certaines régions du monde pour ensuite se présenter comme un interlocuteur indispensable à une résolution de la crise à laquelle il a contribué (crise ukrainienne, guerre civile en Syrie, dossier nucléaire iranien). Cette stratégie du pourrissement et de la nuisance est contrebalancée par l'éloge de la multipolarité dans lequel le président russe trouve un argument justifiant la lutte contre l'hégémonie américaine.

Poutine, l'illusionniste

Pour obtenir un bilan si positif en termes de redressement économique, militaire, politique et diplomatique par rapport à l'administration précédente, Vladimir Poutine a dû employer des méthodes dures. Cependant, les éternels défis du pouvoir russe demeurent : inégalités socio-économiques, manque de libertés individuelles, retard technologique, infrastructures sanitaires déplorables. En somme, la société russe attend toujours l'accès à la modernité. Dans ce contexte, le président russe décide d'user d'une arme à l'efficacité éprouvée afin de faire accepter au peuple sa domination musclée, synonyme de perpétuation des éternelles carences russes. Cet outil, c'est le *soft power*.

Le *soft power* russe est à la fois à usage interne (maintien de la cohésion au sein du plus vaste État multinational au monde, composé d'une myriade de républiques, oblasts, villes fédérales et autres districts autonomes au sein desquels des dizaines de langues différentes sont parlées) et externe

(diplomatie russe). Il est fondé sur le culte de la personnalité, hérité des tsars et des grands bolcheviks que sont Lénine et Staline. Son fonctionnement est opéré par l'installation d'un appareil de propagande étatique qui assure le contrôle médiatique. En 2013, ce dispositif est renforcé et aboutit à la dissolution de l'agence de presse internationale russe Ria Novosti, remplacée par la Rossiya Segodnya inféodée au Kremlin et dirigée par Dmitri Kisselev (ultra-conservateur russe proche de Poutine). En 2006, l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, journaliste fervente opposante au régime poutinien, crée un climat d'autocensure au sein de la sphère médiatique russe.

Aujourd'hui Vladimir Poutine savoure les fruits du soutien populaire contrairement à de nombreux chefs d'État occidentaux. Il restaure habilement la fierté d'une population humiliée. Il mène le combat du peuple pour le recouvrement de sa dignité brisée lors de l'effondrement de l'URSS puis bafouée durant l'administration Eltsine. Poutine y gagne sa légitimité ; les Russes y voit un héros national et lui pardonne ses erreurs et ses défauts.

Le président russe est aussi le maître du story-telling à destination des masses de la fédération. Tel un acteur de cinéma, il n'hésite pas à se mettre en scène : Poutine fait du cheval en Sibérie, Poutine neutralise un tigre avec un fusil à fléchette tranquillisante, Poutine pêche des brochets géants, Poutine découvre des amphores antiques dans les fonds marins : autant d'exploits dignes de Bear Grylls, l'interprète de

Man vs Wild... Cette médiatisation léchée répond à un double objectif : d'une part, il s'agit d'héroïser le président Poutine, symbole patriote qui incarne des valeurs de courage et de réussite propres au « génie russe » ; d'autre part, cette mise en scène divertissante est un subterfuge censé masquer les lacunes de l'administration Poutine et apaiser les foules. Poutine a donc plus d'un tour dans son sac. En prestidigitateur, il déploie sa stratégie de l'écran de fumée et de la *misdirection* afin de détourner l'attention du public russe.

Personnage médiatisé dans le monde entier, Poutine est considéré comme la personnalité de l'année en 2007 par le Time Magazine. Il adopte une diplomatie sportive active : Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 (Russie 1^{ère} au classement des médailles) et organisation de la Coupe du Monde de football en 2018. Il n'hésite pas à défier Européens et Américains en les mettant face à leurs responsabilités, à leurs contradictions et à leurs mensonges : élargissement de l'OTAN aux ex-pays de l'URSS, intervention en Serbie, reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, intervention en Libye. En outre, Poutine joue de plus en plus sur le terrain des valeurs des puissances occidentales en justifiant ses décisions par le droit international et les principes démocratiques (droit à l'auto-détermination en Crimée, référendum, convoi humanitaire). « Le Soft power russe n'en est pourtant qu'aux prémices de son déploiement.

De ce constat nous pouvons tirer une leçon : la Russie doit concevoir sa stratégie d'influence avec beaucoup de doigté » rappelle Philippe Migault, chercheur à l'IRIS.

La Russie d'aujourd'hui, l'idéologie au service de la diplomatie

L'idéologie russe : entre patriotisme et nationalisme

La nouvelle Russie, bâtie par Poutine, est cimentée par l'élaboration d'un État orthodoxe, refondé par l'éducation patriotique et religieuse (85 % des Russes sont orthodoxes). En effet, la restauration de la fierté populaire et de la dignité du peuple russe est opérée par la combinaison de l'orthodoxie et du patriotisme. L'orthodoxie permet la régénération morale de la société autour d'un référent rassembleur religieux et civilisationnel. Le patriotisme favorise, quant à lui, la confiance en un État fort, indépendant, qui défend ses intérêts en s'opposant à la première puissance mondiale et qui acquiert par là même sa légitimité et le soutien populaire. Le rétablissement de l'hymne soviétique en est un exemple éloquent car ses paroles ont été modifiées afin d'y incorporer le référent religieux orthodoxe. Dans le giron de la « Sainte Mère Russie », Moscou conserve ainsi son idéal de grandeur en demeurant la troisième Rome, après Byzance.

L'idéologie officielle du Kremlin mêle désormais un questionnement sur l'identité russe et une nouvelle doctrine géopolitique. Ainsi la Russie doit-elle accomplir sa revanche postsoviétique.

Pour cela, elle se veut une force réunificatrice dans un monde russe divisé par des frontières artificielles. La première démonstration en acte de cette idéologie officielle est l'intervention russe de l'été 2008 en Ossétie et en Abkhazie pour défendre les intérêts des populations russes sur ces territoires sécessionnistes de Géorgie. L'idée de monde russe a été incorporée dès 2007 à l'idéologie officielle. Il déborde largement du territoire national et fait glisser la doctrine poutinienne d'un patriotisme conservateur vers un ethno-nationalisme visant à englober dans un même État toutes les populations russophones de la planète.

Cette idéologie dominante en Russie tend à marginaliser les idées libérales et occidentalistes. Désormais, les maîtres du Kremlin adoptent un corpus d'idées patriotiques, réalistes, nationalistes et conservatrices. Ils militent pour le maintien de l'influence russe sur son étranger proche, la contention de l'hégémonie américaine et considèrent la Russie comme un centre influent au sein d'un monde multipolaire (et non unipolaire américano-centré). La lutte contre toutes les formes d'ingérence étrangère dans les affaires de l'État russe indépendant s'inscrit dans cette démarche.

La crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée ont permis à Poutine d'entériner le concept de monde russe en affirmant que la Russie se pose en « garant de la sécurité du monde russe ». Cette nouvelle conception de la sécurité nationale russe s'étend aux territoires nommés par le concept Novorossia. Il

s'agit d'une référence historique car ce terme est apparu au XVIII^{ème} siècle dans la Russie des tsars et désignait les territoires nouvellement conquis (expansionnisme tsariste).

Certains théoriciens russes vont encore plus loin. Parmi eux, le plus influent au sommet de l'État russe est sans aucun doute Alexandre Douguine. Il est le plus grand défenseur du civilisationnisme qui prétend que la Russie n'est pas seulement un grand État-nation ni même un empire mais bien une civilisation à part. Affirmation validée par Medvedev dès 2008 : « La fin de la guerre froide a créé les conditions d'une coopération équitable entre la Russie, l'Union européenne et les États-Unis qui représentent les trois branches de la civilisation européenne ». Sergueï Lavrov distingue bien les civilisations en indiquant qu'elles se concurrencent en matière de valeurs : « entrer dans une concurrence véritablement globale, en confrontant nos systèmes de valeurs et nos modèles de développement ». Une idée de confrontation civilisationnelle qui rappelle la théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington (néo-conservateur américain décédé).

Une politique de défense en adéquation avec les ambitions du Kremlin

La Russie n'est aujourd'hui plus dans une logique de domination mondiale comme elle a pu l'être au plus fort de la Guerre froide face aux États-Unis. Toute la stratégie militaire du Kremlin s'emploie désormais à garantir la sécurité de ses « espaces privilégiés » (dont l'Ukraine et les pays du Caucase font d'ailleurs partie). En outre, la

signature de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) en 2002, réunissant à l'heure actuelle l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan illustre l'ambition russe de devenir le gendarme sécuritaire d'un espace stratégique entourant la Russie, un *Rimland* riche en matières premières.

En réalité, la motivation principale des Russes quant à la multiplication de partenariats stratégiques avec ces États-tampons tient moins d'une résurgence impérialiste que de la crainte véritable d'un « encerclement » du territoire russe. Les élargissements successifs de l'Union européenne (en particulier depuis 2004) sont vécus par Moscou comme le prolongement jusqu'aux portes de la Russie de l'atlantisme européen. L'UE n'est cependant pas la seule à inquiéter la Russie. Au sud, l'Afghanistan menace sérieusement la stabilité politique de certaines régions de la Russie, notamment la Tchétchénie qui connaît le développement inévitable du djihadisme, écho du mouvement taliban afghan.

Le défi principal de Moscou consiste aujourd'hui en la modernisation de l'ensemble de son appareil militaire à l'obsolescence avancée. Le matériel militaire russe date de l'époque soviétique et les principaux vaisseaux de la flotte russe (le croiseur porte-avions Amiral Kouznetsov, le croiseur à propulsion nucléaire Pierre Le Grand) possèdent les mêmes équipements que lors de leur inauguration dans les années 1980. La fin de l'URSS et l'abandon définitif d'une perspective d'hégémonie mondiale ont engendré

l'effondrement du budget alloué à l'armement : de 1992 à 2002, il chute en effet de 63 points. Sur la même période, la production de matériel militaire s'écroule totalement (en 1990, la Russie produisait 1 600 chars ; en 2002, elle n'en fabriquait plus que 30).

Pourtant, la Russie affirme désormais le souhait de redevenir une puissance militaire de premier plan. On ne peut lui reprocher d'envisager l'impossible puisque la Russie possède, en potentiel, la seconde armée la plus puissante au monde derrière celle des États-Unis. Le matériel demeure certes vieillissant mais il peut être modernisé. De plus, la production de matériel militaire repart à nouveau à la hausse. En 2009, la Russie a inauguré les premiers sous-marins de classe Boreï, équipés de 16 à 20 missiles balistiques chacun. Le projet de construction d'un second croiseur porte-avions pour assister l'*Amiral Kouznetsov* est désormais sur la table. Enfin, le pays a entamé la construction de chantiers navals pour produire huit nouveaux navires brise-glaces à propulsion nucléaire d'ici 2020. L'objectif premier est d'assurer une présence militaire russe dans les nouveaux espaces stratégiques maritimes ; plusieurs sous-marins et le nouveau porte-avions seraient affectés à la flotte Pacifique tandis que les brise-glaces assureraient une présence dans la perspective de l'ouverture de routes maritimes en Arctique.

De l'Atlantique à l'Oural, un même continent ?

L'eurasisme, de la réflexion identitaire à la doctrine politique

La géographie tout à fait singulière de la Russie, à la fois dans et en-dehors de l'Europe, a nourri depuis le XIX^{ème} siècle l'essentiel des débats sur l'identité russe. L'eurasisme fait partie des idéologies les plus répandues et les plus influentes en Russie. Cette théorie apparue dès les années 1920 a pour ambition première de définir et de délimiter une véritable identité russe. L'histoire du territoire russe, depuis les invasions mongoles jusqu'à l'époque soviétique, est marquée par l'instabilité des frontières et le renouvellement des capitales, signes d'une géographie politique bouleversée.

L'eurasisme a intégré les réflexions sur la relation ambiguë qu'entretiennent depuis des siècles l'Europe et la Russie. Cette dernière a toujours cherché à affirmer sa singularité vis-à-vis de l'Europe, sans jamais nier les liens profonds qu'ont noués ces deux territoires au cours de l'Histoire récente. Nombre de penseurs russes ont d'ailleurs été largement influencés par une vision occidentale du monde, teintant la réflexion identitaire sur leur propre pays d'une subjectivité difficile à nier. En réalité, l'eurasisme du début du XX^{ème} constitue davantage une réflexion sur l'empire russe, au sens culturel du terme, que politique.

Aujourd'hui, l'idéologie eurasiste est inséparable de la figure d'Alexandre Douguine. Cet intellectuel né au début

des années 1960 a grandi dans l'URSS affaiblie, vaincue par l'ennemi américain. En réaction à la posture pro-occidentale adoptée par Boris Eltsine, il est cofondateur au début des années 1990 du Front National-Bolchevique de Russie (FNB). Ce parti radical exalte la renaissance de l'empire russe en s'appuyant sur la force des traditions culturelles slaves. Douguine s'éloigne peu à peu de ce parti dont la théorie se résume grossièrement à l'anti-Eltsinisme absolu, caricature du rejet catégorique de l'Occident. Il quitte le FNB à la fin des années 1990. Soutenu par de nombreux intellectuels du monde russe, il lance dès 2001 le mouvement Eurasia afin de développer une théorie « néo-eurasiste ». De nos jours, l'eurasisme politisé, tel qu'imaginé par Alexandre Douguine, ne prône pas le retour d'un système de républiques soviétiques qui serait coordonné par Moscou. Selon les eurasistes, l'URSS constituait certes un contrepoids nécessaire à la superpuissance américaine. Toutefois, elle s'est avérée bien trop coûteuse pour le pouvoir central et a fini par affaiblir profondément l'appareil économique russe, conduisant inévitablement à la décennie perdue des années 1990. L'idéologie véhiculée par Douguine consiste en l'affirmation d'un axe « Paris-Berlin-Moscou » incluant également le Japon, l'Inde et l'Iran dans un immense partenariat stratégique qui déstabiliserait les États-Unis, alors privés de deux de leurs alliés les plus notoires (l'Union européenne et le Japon).

C'est la raison pour laquelle les idées de Douguine connaissent un écho extrêmement favorable dans les sphères poutiniennes. L'eurasisme justifie le

retour de la Russie sur la scène diplomatique internationale. Comme réflexion identitaire sur les peuples slaves et sur les limites de l'empire russe, il favorise le droit aux peuples de disposer d'eux-mêmes, à l'image de la Syrie que Vladimir Poutine a soutenue, qualifiant d'ingérence l'intervention occidentale. L'eurasisme légitime aussi le rapprochement de la Russie et de l'Inde, de la Russie et de l'Europe. Pivot géopolitique entre l'Europe et l'Asie, la Russie pourrait devenir le barycentre d'un nouveau « macro-continent ». Enfin, l'opposition caractéristique que Douguine établit entre la thalassocratie américaine et la tellurocratie eurasiatique (selon la théorie de Mackinder), n'est finalement que la conceptualisation du multilatéralisme russe actuel. Depuis la fin de l'URSS, la Russie prône la multipolarité diplomatique et le primat institutionnel. 1991 marque en effet le début de l'unilatéralisme étasunien ; Guerres du Golfe, forces de maintien de la paix en Bosnie dans les années 1990 ou encore intervention au Kosovo en 1999 sont autant d'exemples de la propension américaine à se substituer à la procédure onusienne, et ce dès la chute de la « superpuissance » soviétique. La Russie se soumet donc, docilement, à la juridiction internationale afin de mieux contrer l'attitude américaine.

L'UE, partenaire central mais décevant pour la Russie

Depuis des siècles, Russie et Europe nouent des relations ambiguës et forment un ensemble délicat à analyser, sorte de chimère politico-culturelle. Les

penseurs slavophiles du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle ont été influencés par le romantisme allemand et la réflexion métaphysique européenne. Aujourd'hui, les liens culturels entre l'Europe et la Russie semblent de plus en plus difficiles à percevoir, tant la puissance russe a cherché à affirmer son identité propre, ni européenne, ni tout à fait orientale.

Néanmoins, des liens d'une autre nature ont émergé entre ces deux espaces. Depuis les années 1980, la Russie est l'un des principaux fournisseurs en énergie de l'Europe. La Sibérie offre des richesses inestimables pour les Russes, produisant à elle seule 90 % du gaz russe et plus de la moitié du pétrole du pays. Grâce à la Sibérie, la Russie se place depuis les années 1980 sur le podium des plus gros producteurs énergétiques mondiaux. Elle tire profit et avantage de cet atout vis-à-vis des Européens dès l'époque soviétique, l'UE regroupant des pays majoritairement pauvres en ressources naturelles.

L'implosion de l'URSS amorce une nette détérioration des relations économiques entre l'Europe et la Russie. Les pays baltes nouvellement indépendants exigent alors des taxes de transit sur le gaz russe. Vladimir Poutine n'hésite pas à parler de « diktat énergétique » face à l'augmentation des taxes et du prix énergétique russe.

Les relations entre Russes et Européens vont en fait se dégrader à mesure de l'extension de l'Union européenne. Celle-ci, que les Russes considèrent comme un « avant-poste » des États-Unis aux portes de la Russie, fait renaître la crainte d'un encerclement de

la puissance continentale russe. Exclue du partenariat oriental mis en place en 2009 (partenariat à l'initiative de la Lituanie, la Pologne et la Suède afin de rapprocher l'UE des pays tampons situés entre elle et la Russie), et bien sûr du récent partenariat transatlantique, la Russie se sent bafouée par une Europe qu'elle voit totalement soumise à la volonté étasunienne. De plus, les hydrocarbures, seul véritable argument de poids de la Fédération de Russie, se trouvent également en Norvège ou en Algérie, dans des conditions bien plus sécuritaires pour les débiteurs européens.

Pourtant, la Russie tente de convaincre l'Union européenne du bien-fondé d'un rapprochement des deux entités. Le pays cherche à conserver les routes énergétiques en Europe. La mise en service du gazoduc Nord Stream en 2012 et la modernisation des infrastructures dans le golfe de Finlande attestent de la volonté russe de ne pas se fermer la porte européenne.

La Russie connaît désormais les limites économiques de ses ambitions stratégiques. Certes la diplomatie russe occupe à nouveau une place centrale dans les négociations internationales. Cette situation ne peut perdurer sans une sortie efficace et définitive du marasme économique issu de la crise de 2009. Dans cette perspective, la Russie a besoin du capital humain étranger, et en particulier européen. Le cadre institutionnel s'assouplit peu à peu pour attirer de nouveaux investisseurs dans l'appareil productif ; les accords bilatéraux se multiplient avec les grands pays européens (récemment, la vente

de navires français Mistral illustre cette multiplication des partenariats russo-européens).

Le recentrage de la diplomatie russe vers l'Asie

La déception européenne a progressivement conduit la Russie à recentrer son attention sur l'Asie, centrale comme orientale. La géographie idéale de la Russie lui permet en effet de moduler aisément ses accointances stratégiques. Lorsque les premiers gazoducs et pipelines russes étaient installés entre la Russie et l'Europe, l'Asie et en particulier la Chine, faisaient partie du monde sous-développé et représentaient donc peu d'intérêts pour la puissance russe.

L'explosion économique chinoise ces vingt dernières années et ses conséquences sur la position du barycentre géoéconomique mondial, désormais situé entre les États-Unis et la Chine, ont changé la donne pour l'acteur russe. Malgré ses ressources colossales, la Chine est loin d'être autosuffisante en énergie. En 2013, elle importait 56 % de son pétrole de consommation et 15 % de son gaz. De plus, l'Europe faisant jouer depuis plusieurs années la concurrence entre la Norvège, l'Algérie et la Russie, et disposant de ressources intra-communautaires en Mer du Nord, a accéléré la chute du prix du baril de brut qui s'échange désormais pour la Russie trois fois plus cher en Asie qu'en Europe.

Néanmoins, l'énergie n'est pas le seul motif de rapprochement entre l'Asie et

la Russie. En matière d'armement, la Russie a su nouer des relations privilégiées avec son entourage. Le Kazakhstan n'est pas seulement membre de l'Union eurasiennne, il est également partenaire de la Russie dans le développement du nouveau lanceur spatial russe *Angara*. Plus au sud, c'est l'Inde qui illustre parfaitement le recentrage diplomatique de la Russie vers l'Asie, depuis le refroidissement euro-russe. Russes et Indiens s'entraident activement pour moderniser l'appareil militaire russe et composer une force armée conséquente en Inde : en 2012, 80 % des importations indiennes en matière d'armement provenaient du voisin russe. La Russie possède un arsenal militaire certes vieillissant, mais encore en état d'utilisation, à l'image du sous-marin nucléaire INS Chakra, prêté à l'Inde depuis 2011. De son côté, l'Inde détient une richesse scientifique que la Russie a perdu depuis des années (la « fuite des cerveaux » en est l'une des causes principales). Electronics City, dans la région de Bangalore, concentre l'activité de près de deux-cents entreprises de haute-technologie (filiales de Tata, Hewlett-Packard, Siemens, General Electric...).

Dans son étranger proche, la Russie a su profiter des faiblesses actuelles de l'Union européenne en tant qu'espace économique attractif pour les ex-républiques soviétiques. La construction de l'Union eurasiennne en est l'archétype : réunissant à l'heure actuelle la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, elle intéresse notamment l'Arménie (qui a mis entre parenthèses les processus de rapprochement avec

l'UE) et le Kirghizstan. Pour Poutine, le but majeur de l'Union eurasiennne est de retrouver la mainmise sur ces États-tampons afin d'opposer à la Chine et à l'Europe une légitimité sur le plan du multilatéralisme. En réintégrant ces anciennes républiques socialistes dans le giron russe, Vladimir Poutine s'assure surtout qu'elles ne tomberont pas sous l'influence d'une autre puissance économique. La proximité avec le Kazakhstan est par exemple primordiale pour Moscou. Avec 12 % des réserves mondiales en uranium, d'importantes réserves de pétrole (le gisement de Kachagan est le plus gros gisement de pétrole trouvé depuis trente-cinq ans) et le cosmodrome de Baïkonour, le pays constitue un atout considérable pour le Kremlin qui souhaite poursuivre un programme spatial ambitieux et contrôler à terme les hydrocarbures de la Caspienne.

Conclusion : la Russie à la recherche de nouveaux partenaires stratégiques

L'hostilité états-unienne, malgré la tentative de *reset* amorcée par le président Obama, et la méfiance européenne à l'encontre de la Russie poussent la chancellerie moscovite à envisager de nouveaux partenariats stratégiques avec des États moins décevants. Ainsi la Russie regarde-t-elle à nouveau vers l'Asie centrale, l'Asie-Pacifique, le Moyen-Orient, l'Arctique et surtout les grandes puissances régionales comme la Chine, l'Inde et le

Brésil. De toute évidence, l'ignorance réciproque, les représentations sociales et géopolitiques héritées et la mentalité de Guerre froide demeurent tenaces de Vladivostok à Vancouver en passant par Paris. Elles alimentent l'idée d'un jeu à somme nulle, conception poussiéreuse des relations internationales.

Vladimir Poutine fête ses 62 ans le 7 octobre 2014. Depuis l'allongement du mandat présidentiel russe de quatre à six ans, il est potentiellement aux commandes de la Russie jusqu'en 2024. Étant donné les troubles des relations euro-russes, la construction d'un grand ensemble paneuropéen économique et humain allant de l'Atlantique au Pacifique demeure de l'ordre du rêve hypothétique. Il représenterait pourtant un projet fédérateur, riche en opportunités et perspectives de croissance pour les deux partenaires mais irréalisable tant que les Occidentaux ne tiendront pas compte des intérêts de la Russie et que le Kremlin souffrira de son complexe obsidional et refusera d'abandonner la chimère du grand ours impérial. En somme, il semble que Vladimir Poutine soit un président à poigne partagé entre nostalgie de la puissance impériale, idéologie identitaire et pragmatisme : un cocktail qui rend sa politique étrangère particulièrement difficile à cerner, même si en bon autocrate, son discours reste clair et performatif bien que jalonné de mensonges.

Bibliographie

- BÜER Jean-Louis, *La Russie*, Le Cavalier Bleu, Idées reçues, 2007.
- FACON Isabelle, *Russie. Les chemins de la puissance*, Éditions Artège, 2010.
- LARUELLE Marlène, *L'idéologie eurasiste russe, ou comment penser l'Empire*, L'Harmattan, 1999.
- LECLERQC Arnaud, *La Russie, puissance d'Eurasie – Histoire géopolitique des origines à Poutine*, Ellipses, 2012.
- MARCHAND Pascal, *Géopolitique de la Russie : une nouvelle puissance en Eurasie*, PUF, 2014.

Autres ressources

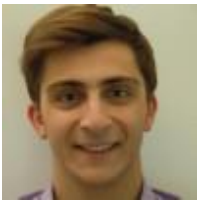
- « *La Russie et l'évolution du monde* », par Vladimir Poutine, Réseau Voltaire, 3 mars 2012, www.voltairenet.org/article172972.html
- « *Discours de Vladimir Poutine sur l'adhésion de la Crimée* », par Vladimir Poutine, Réseau Voltaire, 18 mars 2014, www.voltairenet.org/article182817.html
- BUFFET Julien, « *Les raisons du leadership de Vladimir Poutine* », Observatoire Stratégique et Économique de l'Espace Post-Soviétique, IRIS, octobre 2012.
- MIGAULT Philippe, « *Poutine III. Vers une transition réussie ?* », Observatoire Stratégique et Économique de l'Espace Post-Soviétique, IRIS, 4 mai 2012.
- MONGRENIER Jean-Sylvestre, « *La Russie comme puissance eurasiatique : portées et limites des relations entre la Russie et l'Occident* », Institut Thomas More, mars 2011.
- STRUYE de SWIELANDE Tanguy et HONORE Alexia, « *La Crimée : Poutine et l'eurasisme dans un monde en mutation* », Défense Nationale, juillet 2014.
- Revue DIPLOMATIE, *La Russie face à ses défis*, janvier-février 2014.
- Courrier international n°1237 du 17 au 23 juillet 2014, dossier spécial intitulé « *Russes, le temps de la revanche* ».
- *Les Enjeux internationaux*, France Culture, Entretien avec Yves Lacoste, le 27/11/2012.
- *L'Esprit Public*, France Culture, Politique étrangère de la Russie, avec notamment François Bujong de l'Étang, le 18/04/2014.
- Entretien avec Pascal Marchand, diffusé sur le site internet « *égalité et réconciliation* », le 13 mars 2014 : <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Entretien-avec-Pascal-Marchand-sur-la-geopolitique-russe-24034.html>

Et quelques articles de notre site internet qui traitent de la politique étrangère de la Russie sous l'administration Poutine

- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/11435-gazprom-la-russie-lukraine>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/15172-sotchi-2014-enjeux-economiques-et-geopolitiques/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/15891-lukraine-leurope-oui-la-russie/>

- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/amerique/17965-quelles-sanctions-face-la-russie/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/19183-sanctions-lencontre-de-la-russie/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/16589-retrospective-2013-poutine-le/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/18740-union-eurasienne-demarrage-difficile/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/17041-sotchi-2014-du-pain-des-jeux-de/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/17649-lheure-des-jeux-quels-defis-pour/>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/europe/18458-lukraine-de-la-crise-la-guerre/>

A propos des auteurs...



[Quentin ALBERT](#) est actuellement étudiant en seconde année à Reims Management School. Il a auparavant étudié en CPGE ECS au Lycée Champollion de Grenoble. Passionné de Géopolitique et de Relations Internationales, il a remporté en 2011 le prix du Deal Making lors du concours de Géopolitique de Grenoble Management School. Il contribue au site depuis septembre 2013.



[Rémy SABATHIE](#) est jeune diplômé (Master 2 Géopolitique). Il poursuit actuellement ses études à l'IRIS en Gééconomie et Intelligence Stratégique. Ancien étudiant de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de classes préparatoires littéraires (Hypokhâgne/Khâgne), il écrit pour Les Yeux du Monde depuis avril 2014.